

mondiales et régionales des radiocommunications, prévues pour les années 80, lanceront un défi aux membres de l'UIT pour qu'ils concilient les exigences légitimes des pays en développement et les appétits technologiques des pays développés. La plupart des pays sont préoccupés par l'impact des nouvelles technologies sur leur économie, mais certains sont encore bien plus préoccupés de savoir comment ils pourront bénéficier des services les plus essentiels à leur développement.

Importance
des prochaines
conférences

Des décisions seront prises, à ces conférences de l'UIT, sur le fonctionnement des futurs systèmes de télécommunications. A la Conférence régionale de 1983 sur la planification de l'utilisation des satellites de radiodiffusion directe dans les Amériques, et dans le cadre d'une conférence mondiale en 1984 qui devra décider des moyens de garantir un accès équitable à l'orbite de satellites géostationnaires, le Canada cherchera à obtenir l'assentiment international ainsi qu'une réponse à ses besoins futurs en matière d'utilisation de l'espace. De nombreux pays en développement proclament que le principe du "premier arrivé, premier servi", qui préside à l'attribution des positions orbitales et des fréquences spatiales, ne correspond pas à leurs intérêts nationaux. Appliquant leur politique du "libre accès à l'espace" (*open skies*) les États-Unis mettent ou vont mettre en place un nombre impressionnant de satellites de communications. Le Canada, compte tenu de ses besoins (qui sont substantiels, tout en restant dans une limite raisonnable) situe son intérêt entre les deux positions. Il nous apparaît donc essentiel que ces conférences aboutissent à des procédures de coordination suffisamment souples pour que les progrès technologiques ne soient pas entravés artificiellement, et suffisamment équitables pour que les pays en développement puissent partager les bénéfices des nouvelles technologies.

En 1983, une autre conférence mondiale de l'UIT tentera de mettre un certain ordre dans la véritable anarchie qui caractérise actuellement la diffusion HF (Haute fréquence) en ondes courtes. Il faudra établir certains paramètres, de façon à ce qu'il ne soit plus nécessaire pour les pays d'avoir à se "neutraliser" réciproquement en utilisant des émetteurs de plus en plus puissants, dont beaucoup dépassent le million de watts. Il sera par contre fondamental de s'assurer que les contraintes techniques, quelles qu'elles soient, ne permettent pas aux pays récepteurs d'imposer un veto sur ce qui est diffusé à destination de leurs ressortissants. Tant que certains gouvernements continueront d'exercer un contrôle sur le contenu de leurs média nationaux, le bon fonctionnement de la radiodiffusion internationale en ondes courtes restera essentiel.

L'UNESCO cherche à se définir une fonction d'organisme central dans le système des Nations Unies, pour les pays en développement désireux de voir se combler l'écart Nord-Sud dans le domaine des communications. Ces pays, qui croient à la nécessité de créer un "nouvel ordre mondial de l'information et des communications", se préoccupent autant de la nature de l'information que de la façon dont celle-ci circule.

Existe-t-il en matière de communications un écart si important qu'il nécessite une action internationale concertée vers l'établissement d'un "nouvel ordre mondial"? Je le crois, car les pays technologiquement avancés sont en mesure de contrôler l'information (et dans certains cas, la contrôlent), alors que ceux qui n'ont pas une technologie équivalente restent à la traîne dans des domaines essentiels de l'activité